Un Pacte pour l'avenir :
Renouveler le contrat social pour la grande réinitialisation

18 novembre 2021, 11h00-13h00 CET

Les gouvernements locaux et régionaux s'efforcent de tirer les leçons de la pandémie et de démontrer le rôle essentiel qu'ils jouent dans la protection de nos communautés et de notre monde. La prestation de services publics a été l'épine dorsale des mesures sanitaires, prenant soin des gens pour s'assurer que personne ni aucun territoire ne soit laissé pour compte.

Il est urgent que les acteurs mondiaux coopèrent pour gérer simultanément les conséquences directes de la crise du COVID-19 et transformer la société. Le mouvement municipal comprend le sens de l'urgence et croit en l'importance de la co-création et de la définition des priorités dans le cadre de la grande réinitialisation. En bref, il est nécessaire de renouveler nos relations entre nous, avec notre planète et avec nos gouvernements. Un nouveau contrat social est nécessaire pour réaliser le scénario de sursaut décrit dans le programme commun du Secrétaire général des Nations unies, dans lequel nous faisons face aux défis de l'avenir de manière durable, résiliente et équitable.

Le rapport du Secrétaire général des Nations unies intitulé « Notre programme commun » présente la vision du Secrétaire général sur l'avenir du multilatéralisme et les stratégies visant à le revigorer au cours des 25 prochaines années, en s'appuyant sur le processus de consultation mondiale impliquant les gouvernements locaux et régionaux et d'autres acteurs pour le 75e anniversaire de l'ONU (ONU75).

Le Pacte pour l'avenir que CGLU est mandatée pour développer vise à tirer profit de la fenêtre d'opportunité que la pandémie a ouverte. Ses trois axes s'adressent directement au travail du collectif et aux thèmes identifiés dans le programme commun du Secrétaire général de l'ONU, tels que :

- Ne laisser personne pour compte, grâce à la fourniture de services de base ;
- Protéger notre planète grâce à notre relation renouvelée avec la nature ;
- Promouvoir la paix et placer les femmes au centre grâce à notre travail sur Génération Egalité ;
- Remodeler le système multilatéral et instaurer la confiance entre les sphères de gouvernement et avec le système international grâce à notre agenda de démocratie locale.

La transformation dont le monde a besoin commence au niveau local, en rompant avec de nombreux concepts qui ont fonctionné au 20e siècle mais ne fonctionnent plus dans le monde post-COVID. Réimaginer notre relation avec la nature, repenser la finance locale et mondiale, redistribuer la richesse et le pouvoir dans toutes les sphères du gouvernement et des communautés, et repenser notre relation, en tant que sphères de gouvernement, avec le système international, le monde universitaire et la société civile, nous donnera la chance de développer un contrat social renouvelé qui développe un monde féministe, qui valorise la transformation écologique et qui reconnaît le municipalisme comme le moyen de rapprocher nos communautés des institutions qui les gouvernent.

Un contrat social pour prendre soin des personnes, de la planète et des gouvernements.

Ce débat politique comptera sur la présence des conseiller·e·s de CGLU-UBUNTU et des membres pour explorer les questions clés qui seront couvertes par le contrat social renouvelé, pour envisager ce que signifie le développement d'un monde qui prend soin et la façon d'avancer unis, alors que le mouvement municipal relève le défi de l'ère post-COVID. Les participant·e·s formuleront des recommandations politiques et envisageront des scénarios futurs pour guider le développement du Pacte en vue de la grande réinitialisation, en débattant et en co-créant les nouveaux éléments essentiels pour les personnes, pour la planète et pour le gouvernement, inspirés par les thèmes du programme commun des Nations unies.

Les voix que vous entendrez :

Ana Falú, professeure émérite de l'Université nationale de Cordoba, conseillère CGLU UBUNTU
Jorge Pérez Jaramillo, conseiller de la planification urbaine, gouvernement d'Antioquia, conseiller de CGLU UBUNTU
María Fernanda Espinosa, présidente de la 73ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, conseillère de CGLU UBUNTU
Aromar Revi, directeur fondateur, Indian Institute for Human Settlements (IIHS), conseiller de CGLU UBUNTU

Annexe

Domaines clés du rapport du Secrétaire général de l'ONU sur « Notre programme commun »

Le rapport comprend des propositions clés basée sur les douze domaines d'action identifies dans la déclaration de l'ONU75 qui ne peuvent être abordés que par un multilatéralisme renforcé :

a) « **Ne laisser personne pour compte** » notamment par un contrat social renouvelé et une protection sociale universelle.

b) « **Protéger notre planète** » en s'engageant à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050 ou avant et un objectif de 1,5 degré Celsius, en atténuant les effets du changement climatique et des déplacements, et en renforçant les systèmes alimentaires, entre autres.

c) « **Promouvoir la paix et prévenir les conflits** » en adoptant un « nouvel agenda pour la paix » et en promouvant le dialogue multipartite, entre autres.

d) « **Respecter le droit international et faire régner la justice** » en garantissant la protection des droits humains, même en ligne, l'identité légale pour toutes et tous, et une feuille de route mondial pour la mise en œuvre du droit international, entre autres.

e) « **Attribuer une place centrale aux femmes et aux filles** » par l'annulation des lois discriminatoires à l'égard des femmes, l'autonomisation des femmes et la promotion de l'inclusion des jeunes femmes dans les processus décisionnels, entre autres.

f) « **Instaurer un climat de confiance** » notamment en promouvant l'intégrité de l'information publique, des services publics de meilleure qualité, en luttant contre la corruption, en réformant le système fiscal et en encourageant le dialogue entre les gouvernements nationaux et les autres acteurs.

g) « **Améliorer la coopération numérique** » et adopter un « Pacte numérique mondial » pour permettre l'accès de toutes et tous à l'internet, protéger les données, appliquer les droits humains, promouvoir la réglementation de l'intelligence artificielle, entre autres.

h) « **Moderniser l'Organisation des Nations unies** » notamment par la création d'un « Conseil consultatif de haut niveau dirigé par d'anciens chefs d'Etat et de gouvernement sur l'amélioration de la gouvernance des biens publics mondiaux », la promotion de politiques centrées sur les personnes, l'intensification des consultations avec les différents acteurs.

i) « **Assurer un financement durable** » par la mise en place d'un « Sommet biennal entre le G20, le Conseil économique et social, le Secrétaire général et les dirigeants des institutions financières internationales pour une économie mondiale durable, inclusive et resiliente », basé sur des incitations à l'investissement pour la réalisation des ODD, des incitations au développement plus flexibles et un système commercial mondial pour équitable, entre autres.

j) « **Favoriser les partenariats** » par le biais de réunions annuelles entre l'ONU, les organisations régionales et les institutions multilatérales de développement, d'un « **engagement systématique avec les parlements, les autorités infranationales et le secteur privé** », et de la mise en place de points de contact de la société civile dans toutes les entités de l'ONU.

k) « **Etre à l'écoute des jeunes et travailler à leurs côtés** » en créant un Bureau de la jeunesse des Nations unies, une coalition visant à promouvoir la création et la formation d'emplois dans l'économie verte et numérique, et à représenter les générations futures, notamment par le biais d'un « Conseil de tutelle reconverti, d'une déclaration sur les générations futures et d'un envoyé spécial des Nations unies pour les générations futures. »

l) « **Se préparer** » en convoquant une « plateforme d'urgence » pour faire face aux crises mondiales complexes, une OMS renforcée et promouvoir la couverture sanitaire universelle.